

INTERSYNDICALE JOURNALISTES

Communiqué de la délégation de la coordination plurielle opposée à la proposition de loi Sécurité globale à l'issue de l'entrevue avec M. Darmanin ce 23 novembre au ministère de l'Intérieur

Après la mobilisation de samedi 21 novembre à Paris et partout sur le territoire national contre la proposition de loi Sécurité Globale, une délégation de la coordination plurielle à l'initiative du mouvement a été reçue ce lundi 23 novembre à 17 h 30 par M. Darmanin au ministère de l'Intérieur.

Au vu des déclarations de Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, ce lundi sur RMC qui confirme nos craintes sur la liberté d'informer et d'être informé en France :

Alors que la Commission européenne vient de rappeler que les journalistes devaient pouvoir "faire leur travail librement et en toute sécurité" ;

Alors que le Garde des Sceaux Eric Dupont-Moretti émet de sérieux doutes sur la notion « d'intention » dans cette proposition de loi ;

Alors que des députés LREM critiquent ouvertement le glissement vers un Etat autoritaire de cette proposition de loi.

La coordination estime que Gérald Darmanin fait toujours fausse route en s'entêtant avec cette proposition de loi, réponse clientéliste à des syndicats de police. La coordination dispose d'un mandat clair : le retrait des articles 21, 22 et 24 de la proposition de loi Sécurité Globale et le retrait du nouveau Schéma national du maintien de l'ordre. **A aucun moment les organisations syndicales représentatives de journalistes n'ont été consultées.**

La coordination a demandé à Gérald Darmanin s'il comptait retirer les articles 21, 22 et 24 de la PPL Sécurité globale et le nouveau SNMO.

Sa réponse a été négative.

La coordination considère donc que les conditions d'un dialogue constructif ne sont pas réunies.

Au vu de tous ces éléments, la coordination estime que Gérald Darmanin ne peut plus être son interlocuteur et en appelle solennellement au Premier ministre, Jean Castex.

La coordination appelle les citoyens à participer massivement aux marches des Libertés qui auront lieu, samedi 28 novembre, partout en France.

Paris, le 23 novembre 2020.